

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 192/02

ÉFAI – 020410 – AMR 23/067/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

### COLOMBIE

**William Mendoza Gómez (h), président de la section de Barrancabermeja du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de Alimentos* (SINALTRAINAL, Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire)**

**Karen Mendoza Díaz (f), sa fille, 4 ans  
Luz Esther Díaz, son épouse**

**les autres membres du SINALTRAINAL et leurs proches**

---

Londres, le 25 juin 2002

Amnesty International éprouve de vives craintes pour la sécurité de William Mendoza Gómez, président de la section de Barrancabermeja du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de Alimentos* (SINALTRAINAL, Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire), ainsi que celle de ses proches, sa fille de quatre ans ayant, selon les informations reçues, été la cible d'une tentative d'enlèvement.

Le 18 juin, aux environs de 14 h 45, trois inconnus auraient tenté d'arracher Karen, la fille de William Mendoza Gómez, des bras de sa mère, Luz Esther Díaz. Celle-ci était alors en train de téléphoner à son mari depuis une cabine publique dans le Parque de la Constitución, dans le centre commerçant de Barrancabermeja (département de Santander). Lorsque les hommes ont essayé de s'emparer de la petite fille, sa mère aurait appelé à l'aide et se serait battue avec l'un des individus, qui a lâché l'enfant en voyant deux policiers se diriger vers eux.

William Mendoza Gómez travaille à Barrancabermeja, dans l'usine d'embouteillage de Santander. Cet homme, de même que d'autres dirigeants du SINALTRAINAL, a reçu des menaces de mort. La Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) a demandé aux autorités colombiennes de garantir sa sécurité, et le ministère colombien de l'Intérieur, selon les informations reçues, l'a fait bénéficier de mesures de protection.

La tentative d'enlèvement de la fille de William Mendoza Gómez est intervenue alors que le SINALTRAINAL venait d'engager, aux États-Unis, des poursuites concernant des atteintes aux droits humains que des paramilitaires auraient commises sur la personne de syndicalistes travaillant dans des usines d'embouteillage sous contrat avec la société Coca-Cola.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Barrancabermeja est assiégée par des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée, qui contrôlent des quartiers entiers de la ville, malgré la présence de nombreux membres des forces de sécurité. Il arrive fréquemment que des syndicalistes soient harcelés, torturés, voire tués, souvent par des paramilitaires qui, de même que l'armée et les forces de sécurité, accusent régulièrement les membres d'organisations syndicales d'être des sympathisants de la guérilla. Ainsi, le 20 juin, Helio Rodríguez Ruiz, dirigeant du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria Gastronómica, Hotelera y Similares* (HOCAR, Syndicat national des travailleurs de la restauration, de l'hôtellerie et des secteurs connexes), a été tué par des inconnus armés alors qu'il se rendait à son travail, à Barrancabermeja.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a indiqué que plus de 160 syndicalistes avaient été victimes de meurtres au cours de la seule année 2001, et que les actes de harcèlement et les violences étaient monnaie courante. Selon la *Central Unitaria de Trabajadores* (CUT, Centrale unitaire des travailleurs), au moins 50 syndicalistes ont été tués depuis le début de l'année, dans la plupart des cas par des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de William Mendoza Gómez ainsi que celle de ses proches, des autres membres du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de Alimentos* (SINALTRAINAL, Syndicat national des travailleurs de l'industrie agroalimentaire) qui vivent à Barrancabermeja (département de Santander) et de leur famille ;

– reconnaissez que des mesures de protection ont été prises par le ministère de l'Intérieur, mais demandez instamment que soient adoptées les mesures complémentaires que les personnes menacées jugent nécessaires pour que leur sécurité soit garantie ;

– exhortez les autorités à mener une enquête exhaustive et impartiale sur la tentative d'enlèvement dont Karen Mendoza Díaz a été la cible, à rendre publics les résultats de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés ;

– demandez instamment que soit ouverte une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Santander, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à déférer à la justice les individus soupçonnés de soutenir ces groupes ou d'en faire partie ;

– engagez les autorités à prendre immédiatement des mesures pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies et par d'autres organisations intergouvernementales.

**APPELS À :**

**Président de la République :**

Sr. Presidente Andrés Pastrana Arango  
Presidente de la República  
Palacio de Nariño  
Carrera 8 No. 7-26  
Santafé de Bogotá, Colombie

**Fax :** + 57 1 334 1323

**Formule d'appel :** *Excelentísimo Sr. Presidente Pastrana,* /  
Monsieur le Président de la République,

[N.B. : Andrés Pastrana restera en poste jusqu'au 7 août, date à laquelle le président récemment élu, Alvaro Uribe, entrera en fonctions]

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Armando Estrada Villa  
Ministro del Interior  
Ministerio del Interior  
Palacio Echeverry  
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.  
Santafé de Bogotá, Colombie

**Télégrammes :** Ministro Interior, Bogotá, Colombie

**Fax :** + 57 1 562 5298 (Si quelqu'un décroche, demandez la ligne de fax : « *Me da tono de fax por favor.* »)

**Formule d'appel :** *Sr. Ministro Estrada Villa,* / Monsieur le Ministre,

**Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire]:**

Dr. Luis Camilo Osorio  
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación  
Apartado Aéreo 29855, Diagonal 22B 52-01 (Ciudad Salite)  
Santafé de Bogotá, Colombie

**Télégrammes :** Fiscal General, Bogotá, Colombie

**Fax :** + 57 1 570 2022 / 2017 (Si quelqu'un décroche, demandez la ligne de fax : « *Me da tono de fax por favor.* »)

**Formule d'appel :** *Estimado Dr. Osorio,* / Monsieur,

**COPIES À :**

**Comité régional de défense des droits humains :**

Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS)  
AA 505, Barrancabermeja  
Santander, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 6 AOÛT 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*